

Burundi : un envoyé de l'ONU souligne des "discussions constructives"

@rib News, 09/11/2016 - Source Xinhua Le conseiller spécial du secrétaire général pour la prévention des conflits, Jamal Benomar (photo), a informé mardi le Conseil de sécurité sur sa récente visite au Burundi et dans la région concernant la mise en œuvre de la résolution 2303 du Conseil adoptée le 29 juillet 2016. M. Benomar a détaillé au Conseil de sécurité les différentes réunions qu'il a eues avec le gouvernement et d'autres parties prenantes au cours de sa visite au Burundi ainsi qu'avec l'animateur du dialogue mené par la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), l'ancien président tanzanien, Benjamin Mkapa, à Dar es-Salaam.

"J'ai dit au Conseil avoir attentivement écouté les points de vue et les préoccupations du gouvernement burundais concernant la résolution 2303, notamment en ce qui concerne le déploiement proposé de policiers non armés de l'ONU", a dit le conseiller spécial dans une déclaration publiée mardi soir à l'issue de sa rencontre avec les 15. "Nos discussions ont été constructives et je suis persuadé qu'avec un engagement continu et une volonté politique, nous trouverons un terrain d'entente pour avancer dans la mise en œuvre de la résolution", a-t-il ajouté. M. Benomar a dit au Conseil que selon lui, un "nouveau pacte" est nécessaire entre le gouvernement burundais et la communauté internationale, avec les deux parties engagées dans un effort constructif pour "promouvoir la paix et la stabilité, dans le plein respect de la souveraineté du Burundi". Pour le conseiller spécial, le peuple burundais subit les conséquences économiques et humanitaires de cette situation et l'ONU cherche à accroître ses efforts pour répondre aux besoins de la population. "Mais pour remédier aux nombreuses conséquences de cette crise à long terme, il faut s'attaquer à ses causes profondes", a-t-il dit. "Un processus politique mené par les Burundais et un dialogue véritable et inclusif sont nécessaires de toute urgence", a-t-il souligné. M. Benomar s'est réjoui de la perspective d'un engagement continu avec le gouvernement burundais et les autres parties prenantes afin de parvenir à un consensus sur les mesures à prendre pour faire progresser le pays.